

**Vœux : Contre la mise en place de la réforme dite du « choc des savoirs »  
Pour un réel projet d'école émancipateur pour toutes et tous.**

Les personnels d'enseignement et d'éducation du collège Descartes de Fontenay le Fleury soutenus par le SNES-FSU ainsi que les représentant-es des parents d'élèves des fédérations GRANDIR à Fontenay s'opposent fermement au plan « choc des savoirs » du ministère.

Nous voterons contre le tableau de répartition des moyens qui applique une organisation structurelle contestable sur le fond, mais aussi dans sa forme.

La tâche essentielle de préparer une rentrée ne peut se faire en fonction d'un dossier de presse et de simples déclarations ministérielles qui n'ont pas été entérinées par des textes officiels. Nous refusons donc de valider par notre vote un TRMD à ce jour non réglementaire. C'est la deuxième année consécutive que le ministère place les personnels de l'Éducation nationale et les usager-es dans le flou et potentiellement dans l'illégalité.

**Quel mépris !**

Les annonces du ministère sont pour nous inacceptables car :

- La mise en place de groupes de niveau sur la totalité des horaires de français et de mathématiques en sixième et en cinquième à la rentrée 2024 (puis en quatrième et en troisième à la rentrée 2025) à partir des résultats d'évaluations nationales dont nous contestons la pertinence, est mise en place en dépit des résultats négatifs de multiples études. Cette organisation s'oppose au concept même d'école inclusive.
- Les élèves les « plus en difficulté » pourraient se voir retirer des heures de certaines disciplines comme la LVB, ce qui réduirait leurs choix d'orientation. La prétendue flexibilité du dispositif pourrait être marginale, au risque de voir des filières se constituer et le retard des élèves « faibles » se creuser. Cette politique menace le collège unique.
- Au collège, le tri scolaire et donc social des élèves (car les statistiques montrent que ces deux dimensions sont corrélées), commencerait dès la sixième avec les regroupements par niveau et s'accroîtrait dès la cinquième avec la découverte des métiers, notamment pour préparer les élèves en difficulté et /ou de milieu modeste à se projeter précocement dans le monde du travail. Il se terminerait avec l'examen du DNB érigé en barrage pour le passage en seconde générale, technologique ou professionnelle. L'année suivante, la classe « prépa-lycée » ou seraient relégué·e·s les recalé·es du DNB risque de devenir un sas avant l'apprentissage pré-bac, hors statut scolaire, avec contrat de travail. Cela reviendrait à acter le collège comme lieu de la fin de la scolarité obligatoire. L'orientation est un travail au long cours et ne peut dépendre du premier examen de leur scolarité passé par les élèves.
- L'éclatement du groupe classe dès la sixième priverait les élèves d'un repère essentiel et participerait à casser le collectif de travail. Ces effets négatifs déjà observés au lycée, seraient encore plus lourds de conséquences pour des élèves plus jeunes.
- L'alignement des heures de mathématiques et de français dégraderait fortement les emplois du temps des professeurs et des élèves, au mépris des conditions d'apprentissage pour les premiers et de travail pour les seconds.

- La DGH étant de nouveau insuffisante, la constitution des groupes de niveau se fera au détriment de dispositifs plus efficaces comme les demi-groupes ou les effectifs plus légers dans les classes.
- Attaquer la liberté pédagogique en imposant des méthodes et des pratiques (plans mathématiques et français), des manuels certifiés, des applications utilisant l'intelligence artificielle censée être plus performante que les enseignant·es, revient à mépriser la profession et en faire un emploi d'exécutant·es.
- Annoncer une refonte simultanée des programmes en cinquième, quatrième et troisième à la rentrée 2026 est la énième marque d'un profond mépris pour les professeur·es. Les enseignant·es feraient face à une charge de travail déraisonnable, aux dépens de leurs autres missions, voire de leur santé.

**Nous défendons un collège ayant les moyens de faire réussir grâce à des effectifs réduits, toutes et tous les élèves étudiant ensemble afin de réduire les déterminismes sociaux et scolaires. Pour ces différentes raisons, nous appelons donc le Conseil d'Administration à voter contre la proposition de répartition de DGH.**

Les personnels du collège Descartes  
Soutenus par le SNES-FSU  
Les représentant·es des parents d'élèves  
soutenu·es par Grandir à Fontenay